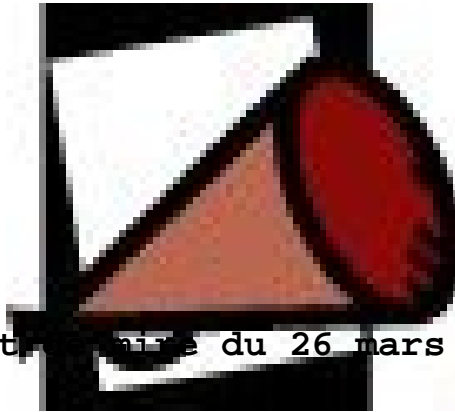


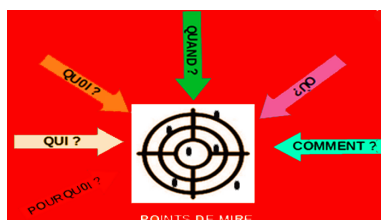
<https://www.pressegauche.org/La-generalisation-de-la-colere-contre-les-politiques-neoliberales>



Points de mire du 26 mars 2019

La généralisation de la colère contre les politiques néolibérales

- Politique québécoise - Points de mire -



Date de mise en ligne : mercredi 27 mars 2019

Copyright © Presse-toi à gauche ! - Tous droits réservés

Dans ces points de mire, Presse-toi à gauche présente synthétiquement des éléments d'analyses d'articles publiés dans l'édition de la semaine et explicite ses partis-pris sur les points d'actualité et les débats en cours. Points de mire, pour bien marquer où nous voulons en venir !

[Le bruit des manifestations des jeunes pour le climat résonnent encore et Jean-Claude Ravet](#) se « réjouit de voir se multiplier les initiatives citoyennes qui, après pétition et manifestations, accentuent désormais la pression par l'organisation d'une grève générale pour la planète ». [Gérard Montpetit fait écho à cette prise de position](#) en saluant l'ampleur de la mobilisation des jeunes (et des moins jeunes) partout sur la planète. Québec solidaire vient d'ailleurs de rendre de nouveau public son [plan de transition économique](#) qui vise à mobiliser les personnes et les ressources afin de faire de la transition écologique une occasion de construire une économie plus proche des gens. À ce propos, un collectif de groupes écologistes souligne les effets positifs d'une [campagne d'efficacité énergétique](#) pour réduire notre empreinte écologique, alternative à la construction de nouveaux barrages hydro-électriques.

[Les étudiant.e.s mobilisé.e.s autour de la revendication de stages rémunérés sont déçus](#) du premier budget caquiste. Le ministre de l'éducation François Roberge avait pourtant annoncé que le dossier ferait l'objet d'une attention particulière de la part du gouvernement. Conséquence : la CAQ n'a répondu à aucune de leurs demandes. D'autres débrayages et manifestations sont à prévoir car

Parlant budget de la CAQ, si certain.e.s y voient un acte de centre-gauche, [Bernard Rioux soulignent que rien dans ce budget ne mérite ce qualificatif-><https://www.pressegauche.org/Un-budget-du-gouvernement-Legault-vers-un-au-dela-de-la-resistance>>] la coalition montréalaise pour la rémunération des stages appelle à la poursuite de la grève. Il s'agit d'un budget dit de « déficit zéro » comme il plait aux néolibéraux de le souligner. Le patronat salue l'exercice et félicite le gouvernement Legault. La fiscalité qui découlera de ce budget permettra aux plus riches de réduire leur contribution au budget de l'Etat, notamment par la baisse des taxes scolaires. Enfin, le refus de s'attaquer à la pauvreté, en particulier en refusant de hausser le salaire minimum à 15\$/hre annonce les véritables couleurs de ce gouvernement.

Enfin, le débat approche de sa conclusion à Québec solidaire concernant la question de la laïcité. [André Frappier explique](#) l'historique du débat dans la formation de gauche depuis sa fondation. Alors que QS a adopté dès le départ une position qui refusait les interdits, peu à peu elle a adopté, par le biais de prises de position de son aile parlementaire, les recommandations du rapport Bouchard-Taylor. Frappier suggère de revenir aux sources et de renouer avec le refus des interdictions que vise à implanter la CVAQ et son complice le PQ et pour un Québec inclusif et pluriel. [Eve Torres va dans le même sens](#) alors que le texte d'un [collectif de militant.e.s de QS justifie l'interdiction du port de signes religieux et le retrait des symboles dans l'espace public](#) afin de « provoquer un véritable débat sur le sens de la laïcité. » [Rabah Mulla visent quant à lui le compromis B-T](#), y voyant « un point d'équilibre entre un républicanisme qui voudrait une sphère publique neutre, aseptisée, et un multiculturalisme qui tendrait vers la juxtaposition des communautés » et souhaite passer à autre chose.

Sur la scène internationale

Crise économique, gaspillage environnemental, colonialisme, voilà les mots que nous avons retenus pour choisir nos articles cette semaine. A cela s'ajoute un manifeste social et une déclaration féministe pour tracer des perspectives progressistes.

Concernant la crise économique

[La crise économique et les banques centrales](#)

Voici un article relativement court pour un article économique qui place l'urgence de la situation sociale. Il y aura une nouvelle crise économique : tous les éléments sont là. Elle sera d'ampleur mondiale et ne saurait tarder. Pourquoi ? C'est ce que tente d'expliquer l'auteur à partir du rôle que joue les banques centrales. Celles-ci créent des bulles spéculatives en prêtant aux grandes entreprises de l'argent à faible taux. Celles-ci au lieu de réinvestir dans la production, spéculent en prêtant cet argent à d'autres compagnies en difficultés : « *Même les entreprises qui ont d'énormes liquidités à leur disposition comme Apple s'endettent massivement car elles profitent des bas taux d'intérêt pour prêter à d'autres l'argent qu'elles empruntent* » L'article se poursuit en démontrant à partir d'exemples européens très actuels ce mécanisme spéculatif. Ces exemples expliqués, il analyse que cette prochaine crise ne sera pas que financière mais touchera l'ensemble du système capitaliste : « *Cette crise systémique est multidimensionnelle : économique, écologique, sociale, politique, morale, institutionnelle,* »

Concernant le gaspillage environnemental

Deux articles rendent compte de la crise environnementale. Les deux clarifient les liens entre pays développés et pays du Sud et les vrais responsables de cette destruction de la planète.

[Renouvellement ou développement, vivre ou mourir sans fin](#)

L'intérêt de ce texte est qu'il part d'une définition des pays développés comme pays devenus riches par l'exploitation des pays pauvres : « *Le commerce triangulaire avec l'esclavage, la colonisation avec le travail forcé et le néocolonialisme actuel avec les leviers de la dette illégitime et du libre-échange forment une continuité d'asservissement des autres peuples, un accaparement du sol et du sous-sol de leurs pays. Ils sont les bases du « développement », nommé aussi « progrès », des pays les plus riches.* » Cette exploitation est la base de la crise écologique actuelle. L'auteur insiste sur l'importance des énergies fossiles : « *La civilisation thermo-industrielle n'a pu se « développer » qu'avec l'utilisation massive des énergies fossiles au profit du 1/5 de la population mondiale.* »

Comme définition des pays non développés, le texte en fait un portrait réaliste : « *Celui dont les richesses sont extraites et exportées, les pollutions laissées sur place, dont les élites sont corrompues et le pays endetté par les pilliers, les pays « développés ». Un pays « non développé » est donc un pays colonisé par les pays extractivistes et leurs multinationales pilleuses, avec de nombreux partenariats privés/publics, pour un parfait pillage : vol de leurs ressources minérales, végétales, fossiles, plus exploitation dramatique du travail.* » L'auteur nous laisse sur une note optimiste : « *Seule une marche vers la simplicité, la sobriété, l'entraide, la solidarité, la gratuité, la démarchandisation, respectueuse des libertés, pourra nous amener vers plus d'égalité et donc vers un monde avec un avenir viable.* »

Le deuxième article sur le gaspillage environnemental porte sur qui doit payer cette crise : [Quelles réparations ?](#)

L'analyse présente ici montre que les pays du Sud sont les premières victimes de cette crise écologique et que conséquemment, ils demandent réparations de ces torts. Sous la question des réparations repose la question des responsabilités et : « *celle de la reconnaissance : reconnaissance que le développement économique d'une petite partie de l'humanité s'est réalisé via l'exploitation et le pillage de la majorité, par l'extraction et le gaspillage de ressources non renouvelables (ou à longue échéance). Mais il s'agit également de la reconnaissance que cette situation interdit aux pays du Sud de connaître le même 'développement' que les pays industrialisés.* Pour l'auteur, cette reconnaissance d'une dette écologique : « *s'inscrit contre la logique de marchandisation des ressources, contre*

l'intérêt des élites capitalistes locales et donc dans une lutte globale au système de développement actuel. »

Et concernant le colonialisme

[50 ans de non indépendance des pays africains, ça se fête ?](#)

Plusieurs pays africains ont fêté leur 50 ans d'indépendance. Mais quelle indépendance ? C'est ce que cet auteur veut mettre en lumière. Pour lui, il est clair que l'indépendance n'a pas permis à ces pays de sortir du joug colonial. Il prend en exemple la RDC et la Belgique. Contre cette stratégie coloniale cachée, il est essentiel que les citoyens et citoyennes de l'Europe se lient aux peuples africains dans leurs différentes luttes sociales : *« Il faut forcer les États colons à reconnaître leurs responsabilités historiques et à changer radicalement leurs politiques de « coopération ».* *Rendons hommage aux peuples colonisés et levons-nous à leurs côtés. Les commémorations des 50 ans de la non indépendance des pays africains offrent une occasion pour les peuples du monde entier de dénoncer ensemble les multiples facettes du colonialisme et du néo-colonialisme. C'est le système capitaliste, qui porte en son sein la colonisation, qu'il faut combattre. »* Quelle belle conclusion !

Et maintenant concernant les luttes. Nous vous présentons l'introduction d'un manifeste qui comprend 9 chapitres en publication à venir

[Manifeste pour un nouvel internationalisme des peuples en Europe](#)

Ce texte s'ouvre sur la nécessité d'offrir des réponses à la colère des différents mouvements sociaux. *« Un programme qu'un gouvernement de gauche populaire devrait mettre en oeuvre pour apporter des réponses immédiates à l'urgence sociale et écologique »* Ce document se veut ouvert au débat avec l'ensemble des mouvements et des citoyens et citoyennes qui veulent du changement.

Comme premier constat, le document place les inégalités sociales : *« La dernière période est marquée d'une part par l'accroissement considérable des inégalités économiques et sociales, au sein de chaque pays ainsi qu'entre le centre et les périphéries internes et externes (du Sud et de l'Est) de l'UE ; et d'autre part par le caractère de plus en plus dangereux que revêt la crise écologique - le dérèglement climatique et les catastrophes dites naturelles, induites par la destruction des écosystèmes, étant désormais observables de façon forte et continue. »*

Le deuxième constat visent les institutions et les gouvernements européens comme complices de cet ordre néolibéral. Les mesures de répression des mouvements sociaux en sont un exemple clair. C'est pourquoi ces institutions ne sont pas réformables et que la gauche progressiste doit proposer un plan de transformation sociale. Ce plan doit se baser sur l'auto-organisation de nouvelles institutions démocratiques *« Une force de gauche qui prétend constituer un gouvernement populaire et engager les changements sociaux prioritaires doit s'engager à désobéir aux institutions européennes, rompre avec son fonctionnement normal, se défendre des attaques et représailles qui proviendront des institutions européennes et du grand capital, comme des tentatives de blocages de la part des institutions nationales acquises à l'ordre existant, et oeuvrer à de nouvelles alliances internationales avec des acteurs dans et en dehors de l'actuelle UE, en vue de créer de nouvelles formes de coopération et de solidarité. »* et poser la nécessaire solidarité internationale.

La question de la solidarité internationale doit aussi être mise de l'avant : *« Tout autant que par le passé, il est nécessaire d'adopter une stratégie internationaliste et de prôner une fédération européenne des peuples opposée à la poursuite de la forme actuelle d'intégration totalement dominée par les intérêts du grand capital. »*

L'introduction de ce manifeste se termine en insistant sur le fait que sans une politique de gauche progressiste affrontant les politiques néolibérales, les luttes risquent de s'engager dans un impasse. *« Il faut rompre avec l'ordre*

existant. »

Et concernant les luttes féministes

[Déclaration : Femmes Algériennes pour un Changement vers l'Egalité](#)

Cette déclaration des femmes algériennes nous ramènent aux mobilisations de masse que mènent le peuple algérien contre la corruption. Les femmes algériennes mettent en évidence leur participation à toutes les luttes sociales qu'à connu l'Algérie : « *En effet, l'Histoire des luttes algériennes témoigne de l'engagement massif des femmes à tous les combats justes et décisifs que le pays a menés : la Guerre de libération nationale, l'édification de l'Etat algérien indépendant, la révolte d'octobre 1988, les luttes syndicales, estudiantines et démocratiques avant et après octobre 1988, la lutte contre les groupes intégristes armés durant les années 1990, etc.* »

Mais malgré cette présence très forte, les femmes sont loin d'être les égales des hommes. Elles vivent encore discrimination et inéquité. Ces militantes se sont réunies et ont affirmé leur volonté de lutte d'où la Déclaration. Elles ont mise de l'avant des revendications. L'article nous en fait une nomenclature. Elles vont continuer de participer aux mobilisations du 22 février et continuer à : « *réaffirmer notre détermination à changer le système en place avec toutes ses composantes, y compris son volet sexiste, patriarcal et misogyne.* »

Bonne lecture